3.2

Réglementation

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation

Aucune information.

3.2.2 Publication

Règlement modifiant le Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages[1]

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie, en version française et anglaise, le règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages*.

Avis de publication

Le *Règlement modifiant le Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages* a reçu l'approbation ministérielle requise et entrera en vigueur le **1er janvier 2010**.

L'arrêté ministériel approuvant le règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec*, en date du 8 juillet 2009 et est reproduit ci-dessous.

Le 10 juillet 2009

[1] Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

A.M., 2009

Arrêté numéro D-9.2-2009-03 du ministre des Finances en date du 18 juin 2009

Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur la formation continue obligatoire de la chambre de l'assurance de dommages

VU que le paragraphe 2° de l'article 202.1 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2) prévoit que l'Autorité des marchés financiers détermine, par règlement, les règles relatives à la formation continue obligatoire à l'égard des représentants de chaque discipline ou catégorie de discipline autre qu'en planification financière;

VU que le quatrième alinéa de l'article 312 de cette loi prévoit qu'une chambre a notamment pour mission d'exercer, à l'égard de ses membres, le pouvoir réglementaire prévu à l'article 202.1 de cette loi;

VU que le premier alinéa de l'article 217 de cette loi prévoit que tout règlement pris par l'Autorité des marchés financiers, de même qu'un règlement pris par une chambre en vertu du quatrième alinéa de l'article 312 de cette loi, est soumis à l'approbation, avec ou sans modification, du ministre des Finances;

VU que le troisième alinéa de cet article prévoit qu'un projet de règlement ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication dans le Bulletin de l'Autorité des marchés financiers et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est déterminée;

VU que le Règlement sur la formation continue obligatoire de la chambre de l'assurance de dommages a été approuvé par le décret n° 1452-2001 du 5 décembre 2001 (2001, *G.O.* 2, 8007);

VU qu'il y a lieu de modifier ce règlement;

VU que le projet de Règlement modifiant le Règlement sur la formation continue obligatoire de la chambre de l'assurance de dommages a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, volume 6, n° 13 du 3 avril 2009;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, le ministre des Finances approuve sans modification le Règlement modifiant le Règlement sur la formation continue obligatoire de la chambre de l'assurance de dommages, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 18 juin 2009

Le ministre des Finances,
RAYMOND BACHAND

Règlement modifiant le Règlement sur la formation continue obligatoire de la chambre de l'assurance de dommages*

Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2, a. 202.1, par. 2°; a. 312, al. 4)

1. L'article 4 du Règlement sur la formation continue obligatoire de la Chambre de l'assurance de dommages est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par :

« Les activités de formation continue reconnues par la Chambre se retrouvent dans les catégories suivantes : »

2° par la suppression des sous-paragraphes *b* et *d* du paragraphe 3° du premier alinéa.

3° par l'addition, après le premier alinéa du paragraphe 4°, du paragraphe suivant :

« 5° la conformité :

a) déontologie et pratique professionnelle en assurance de dommages;

b) lois et règlements sur la distribution de produits et services financiers;

c) lois et règlements relatifs à la protection des renseignements personnels. ».

4° par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

2. L'article 4.1 est remplacé par le suivant :

« **4.1.** Tout représentant titulaire d'un certificat doit, pour la période de référence comprise entre le 1er janvier 2010 et le 31 décembre 2011, et par la suite pour toute période de 24 mois subséquente, suivre des activités de formation continue reconnues par la Chambre et comportant 20 UFC dans les matières qui se retrouvent dans les catégories visées aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa de l'article 4.

Les UFC doivent être complétées selon les modalités suivantes :

1° 12 UFC dans les catégories des techniques d'assurance, de l'administration ou du droit;

2° 5 UFC dans les catégories visées aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa de l'article 4;

3° 3 UFC dans la catégorie de la conformité.

Tout représentant à qui un certificat est délivré entre le 1er janvier 2010 et le 31 décembre 2011, ou au cours de toute période de 24 mois subséquente, doit accumuler, dans l'une des matières visées aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa de l'article 4, une UFC pour chacun des mois complets au cours desquels il est titulaire d'un certificat, sauf s'il a été titulaire du certificat durant moins de 6 mois.

Les membres de la Chambre qui ont obtenu un certificat après avoir réussi les examens prescrits par l'Autorité des marchés financiers sont exemptés d'accumuler des UFC pendant une période de douze mois qui suit la réussite de ceux-ci. ».

3. L'article 8 de ce règlement est modifié par le remplacement du chiffre « 3 » par le chiffre « 5 ».

4. L'article 14 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « le Bureau des services financiers » par « l'Autorité des marchés financiers ».

5. Le présent règlement entrera en vigueur le 1er janvier 2010.

52082

* La seule modification au Règlement sur la formation continue obligatoire de la chambre de l'assurance de dommages, approuvé par le décret 1452-2001 du 5 décembre 2001 (2001, *G.O.* 2, 8007), a été apportée par le règlement approuvé par le décret 608-2004 du 23 juin 2004 (2004, *G.O.* 2, 3189).

M.O., 2009

Order number D-9.2-2009-03 of the Minister of Finance dated 18 June 2009

An Act respecting the distribution of financial products and services
(R.S.Q., c. D-9.2)

CONCERNING the Regulation amending the Regulation respecting the compulsory professional development of the Chambre de l'assurance de dommages

CONSIDERING that paragraph 2° of section 202.1 of the Act respecting the distribution of financial products and services (R.S.Q., c. D-9.2) stipulates that the Autorité des marchés financiers shall determine, by regulation, the rules governing compulsory professional development for representatives of each sector or class of sector other than financial planning;

CONSIDERING that the fourth paragraph of section 312 of such Act stipulates that the mission of a Chamber includes, in particular, exercising, in respect of its members, the regulatory power stipulated in section 202.1 of such Act;

CONSIDERING that the first paragraph of section 217 of such Act stipulates that a regulation made by the Autorité des marchés financiers, as well as a regulation made by a Chamber under the fourth provision of section 312 of such Act, is subject to the approval, with or without amendment, of the Minister of Finance;

CONSIDERING that the third paragraph of this section stipulates that a draft regulation may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since the publication of the draft in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers and that it enters into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified therein;

CONSIDERING that the Regulation respecting the compulsory professional development of the Chambre de l'assurance de dommages was approved by order-in-council n° 1452-2001 of December 5, 2001 (2001, *G.O.* 2, 6191);

CONSIDERING that it is expedient to amend this regulation;

CONSIDERING the Regulation amending the Regulation respecting the compulsory professional development of the Chambre de l'assurance de dommages was published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers, volume 6, n° 13 of April 3, 2009;

CONSIDERING that it is expedient to amend this regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves, without amendment, the Regulation amending the Regulation respecting the compulsory professional development of the Chambre de l'assurance de dommages, whose text is appended to this decision.

June 18, 2009

RAYMOND BACHAND,
Minister of Finance

Regulation to amend the Regulation respecting the compulsory professional development of the chambre de l'assurance de dommages*

An Act respecting the distribution of financial products and services
(R.S.Q., c. D-9.2, s. 202.1, par. (2); s. 312, par. 4)

1. Section 4 of the Regulation respecting the compulsory professional development of the Chambre de l'assurance de dommages is amended:

* The only amendment to the Regulation respecting the compulsory professional development of the Chambre de l'assurance de dommages, made by Order in Council 1452-2001 dated December 5, 2001 (2001, *G.O.* 2, 6189), was made by the regulation made by Order in Council 608-2004 dated June 23, 2004 (2004, *G.O.* 2, 2153).

(1) by replacing the first paragraph with the following:

"The training activities recognized by the Chamber shall fall within the following classes:";

(2) by deleting clauses *b* and *d* of subparagraph (3) of the first paragraph;

(3) by adding the following subparagraph after subparagraph (4) of the first paragraph:

"(5) compliance:

(a) ethics and the professional practice of damage insurance;

(b) laws and regulations respecting the distribution of financial products and services;

(c) laws and regulations respecting the protection of personal information."; and

(4) by deleting the second and third paragraphs.

2. Section 4.1 is replaced by the following:

"**4.1.** A representative who holds a certificate shall, for the reference period between 1 January 2010 and 31 December 2011, and every 24-month period thereafter, take part in training activities recognized by the Chamber and consisting of 20 PDUs in the subjects in the classes listed in subparagraphs (1) to (5) of the first paragraph of section 4.

The PDUs to be completed are as follows:

(1) 12 PDUs in the classes of insurance techniques, administration or law;

(2) 5 PDUs in the classes listed in subparagraphs (1) to (5) of the first paragraph of section 4; and

(3) 3 PDUs in the class of compliance.

A representative who is issued a certificate between 1 January 2010 and 31 December 2011, or over the course of any 24-month period thereafter, shall accumulate, in a subject listed in subparagraphs (1) to (5) of the first paragraph of section 4, one PDU for each complete month during which the representative holds a certificate, unless the representative has held the certificate for less than 6 months.

Members of the Chamber who obtain a certificate after passing the examinations prescribed by the Autorité des marchés financiers are exempted, for a period of 12 months after the examinations, from the requirement to accumulate PDUs.".

3. Section 8 of the Regulation is amended by replacing the number "3" with the number "5".

4. Section 14 of the Regulation is amended by replacing the words "Bureau des services financiers" with the words "Autorité des marchés financiers".

5. This Regulation comes into force on 1 January 2010.

9334